BULLETIN D'INFORMATION

N°01
JANVIER 2007
ISSN : 0850-8216

CRES

CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Une expertise de qualité au service du développement

Editorial

Le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (C.R.E.S) a été créé, au sein de l'UCAD, en juillet 2004, par un groupe d'enseignants chercheurs de diverses disciplines (économie, droit, techniques quantitatives, sociologie). Organisation à but non lucratif, il se fixe comme objectifs de contribuer au renforcement des capacités de recherche et d'analyse en sciences économiques et sociales au Sénégal et dans le reste de l'Afrique. Ainsi, il a pour ambition de promouvoir une expertise de qualité capable d'aider à la prise de décision sur les questions économiques et sociales.

Déjà, en deux ans d'existence, le CRES a mené une série de travaux de recherches et d'études touchant aussi bien à la problématique de la pauvreté, qu'à la productivité et la compétitivité des entreprises, à la migration, à l'économie de l'éducation et à la modélisation macro économique. A présent, l'un des grands défis qu'il doit relever est de renforcer ce dynamisme. La publication du présent Bulletin vise à consolider cette tendance par une information sur les activités du CRES et de ses chercheurs. Mais, au-delà de l'information qui est sa vocation première, le bulletin se veut aussi un cadre d'échanges entre les chercheurs, les membres de la société civile, et les décideurs publics et privés.

Nous fondons l'espoir que l'accueil qui lui sera réservé sera à la mesure de ses ambitions, et que seront nombreuses les contributions qu'il pourrait susciter, notamment à travers sa rubrique « Débats ».

Sommaire

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

- Modélisation en équilibre générale calculable (MEGC)
  - Libéralisation du commerce extérieur et pauvreté au Sénégal
  - Libéralisation commerciale, croissance économique et pauvreté au Sénégal
- Education
  - Les inégalités dans l'accès à l'éducation au Sénégal
  - Une modélisation des déterminants des décisions de scolarisation primaire des ménages au Sénégal
  - Les déterminants des apprentissages dans l'éducation primaire au Sénégal

DOSSIER

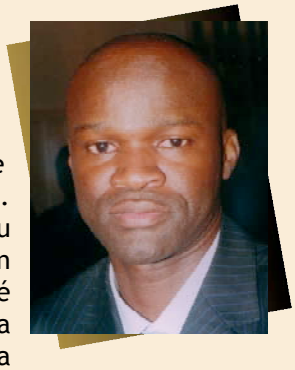
Migration et développement de l'entreprenariat des migrants sénégalais d'Italie

DÉBATS

Autour de la question de l'immigration

Les chercheurs du CRES au QUOTIDIEN

François Joseph Cabral



* Du 06 au 11 avril 2005, M. François Joseph Cabral a participé, au Mali, à un colloque sur le thème « Filières d'exportation de produits agricoles du sud ».
* M. Cabral a pris part au Forum sur la pauvreté en Afrique de l'Ouest, organisé conjointement par la Banque mondiale, la CEDEAO et l'UEMOA à Ouagadougou, au Burkina Faso, du 18 au 19 juin 2005. Il s'agissait de mettre en place un programme régional de renforcement des stratégies nationales de réduction de la pauvreté en Afrique de l'ouest.
* Du 21 au 22 juillet 2005, M. Cabral a présenté à Accra au Ghana un papier de recherche « Agricultural Subsidies Removal in Northern Countries : What About the Effects in Senegal ? » à la Conférence internationale sur la croissance redistributive en Afrique.

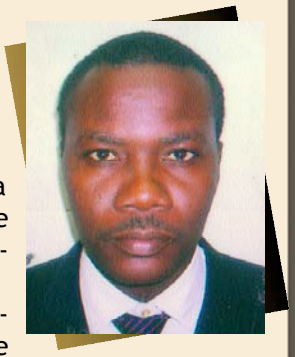
Abdoulaye Diagne

* Le Pr Abdoulaye Diagne a participé du 22 au 24 novembre 2006 à Tunis, à la « Première Conférence économique de la Banque africaine de développement ». Il a présenté une communication sur le sujet : Investir sur les gens : l'éducation et la santé. Dans ce papier, il rassemble un ensemble d'arguments théoriques et d'évidences empiriques qui confortent l'idée selon laquelle investir dans le capital humain, à travers l'éducation et la santé, est la voie royale pour assurer la croissance économique sur des bases durables, modifier les comportements, instaurer une société démocratique. Il montre aussi que le contexte de rareté des ressources, parfois extrême, dans lequel évoluent les pays à faibles revenus, ne constitue pas un obstacle dirimant à l'accès des populations pauvres à une éducation et à des soins de santé de qualité.
* Le Pr Abdoulaye Diagne a participé à Nairobi, du 5 au 7 décembre 2006, à l'atelier méthodologique de PICTURE Africa Project. Ce projet sur l'impact des technologies de l'information et de la communication (TIC) sur la pauvreté regroupe quatre équipes de recherche de l'Afrique de l'Est : Ouganda, Kenya, Tanzanie et Rwanda. Cette participation du Pr Diagne a permis de jeter les bases d'un partenariat entre PICTURE et le CRES qui élabore un projet sur le thème « TIC, croissance et pauvreté au Sénégal ». Ce partenariat portera sur l'harmonisation des méthodologies, les peer reviews des rapports de recherche, la publication, etc.

Fatou Cissé

* Du 19 au 21 janvier 2006, Mme fatou Cissé a pris part à la 7ème conférence du réseau Global Development Network (GDN) tenue à St Petersbourg, en Russie. Elle y a présenté le papier écrit en collaboration avec François Joseph Cabral : « Impacts de la suppression des subventions aux pêcheries des pays du Nord sur la pauvreté et les inégalités au Sénégal : une analyse en équilibre général calculable microsimulé ».

Mbaye Diène



* M. Mbaye Diène a séjourné au Canada de Décembre 2005 à Juillet 2006 à l'invitation du CIRPEE pour faire des recherches sur la polarisation et les inégalités. Il a travaillé notamment avec le Pr Jean Yves Duclos de l'université Laval.
* M. Mbaye Diène a aussi participé en mars 2006 à une conférence à Oxford en Angleterre. Il a présenté un article intitulé « Indirect Taxation and Income Inequalities in Senegal and Burkina Faso : a Comparative Study ».

A PARAÎTRE

- DES DOCUMENTS DE RECHERCHE
- DES *POLICY PAPERS*
- DES OUVRAGES DIDACTIQUES EN :
  - ÉCONOMIE
  - GESTION

MODELISATION EN EQUILIBRE GENERAL CALCULABLE (MEGC)

Libéralisation du commerce extérieur et pauvreté au Sénégal : les enseignements d'un modèle d'équilibre général calculable microsimulé (2005)

Par : Ismaël Fofana, John Cockburn*, Bernard Decaluwé*, Abdoulaye Diagne**, François Joseph Cabral** et Fatou Cissé***

Cette recherche qui a bénéficié d'une subvention de la Banque mondiale visait à mesurer l'impact de l'élimination des tarifs à l'importation sur l'économie sénégalaise - notamment sur la pauvreté -, à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable micro simulé.

Les résultats ont montré qu'au plan de l'offre, la suppression des tarifs douaniers conduit à la contraction des activités agricoles, à cause de la forte concurrence des produits importés. La faible contribution du secteur agricole dans les exportations du Sénégal ne permet pas à ce dernier de profiter des opportunités qu'offre le marché international. En revanche, ce sont les secteurs industriels orientés vers l'exportation qui bénéficient de la libéralisation commerciale du fait du bas niveau initial des droits de douane et du taux de pénétration de leurs importations.
Ils ont montré aussi qu'en termes d'impact sur le bien-être, les populations urbaines sont les principaux bénéficiaires de la suppression des tarifs douaniers. C'est la conséquence de la baisse substantielle du prix de leur panier de consommation constitué, dans une forte proportion, de produits importés. Les ruraux sont les plus grands perdants dans la réforme commerciale, puisque la prévalence de la pauvreté dans ce groupe augmente pendant que chez les urbains, elle diminue.

Libéralisation commerciale, croissance économique et pauvreté au Sénégal : une analyse en modèle dynamique d'équilibre général calculable microsimulé (2005)

Par : Nabil Annabi , Fatou Cissé** , John Cockburn* et Bernard Decaluwé*,*

Cette étude a bénéficié d'une subvention du réseau PEP.

La plupart des débats actuels sur le développement portent sur le rôle de la croissance dans la réduction de la pauvreté. Cependant, la majorité des modèles d'équilibre général calculable (MEG) utilisés dans les analyses de pauvreté et d'inégalité sont de nature statique. L'inaptitude de ce type de modèle de ces types de modèle à prendre en compte les effets de la croissance les rendent inadaptés à une analyse de long terme des impacts sur la pauvreté et les inégalités de politiques économiques. Ils excluent ainsi les effets d'accumulation et ne permettent pas d'étudier le sentier de transition d'une économie où les impacts politiques à court terme diffèrent de ceux de long terme. Pour lever cette limite, un modèle séquentiel d'équilibre général calculable microsimulé a été utilisé dans cette recherche. Il prend en compte les effets d'accumulation, et permet d'étudier les effets sur la pauvreté et les inégalités dans le temps. Les variations de la pauvreté sont alors décomposées en effet croissance et effet distribution afin d'expliquer si la libéralisation est pro-pauvre ou pas. Le modèle est appliqué aux données du Sénégal en utilisant la Matrice de Comptabilité Sociale de 1996 et l'enquête nationale (ESAM1) de 3278 ménages sénégalais, réalisée en 1995.
Les principaux résultats de la recherche indiquent, qu'à court terme, la libéralisation commerciale induit une faible augmentation de la pauvreté et une contraction des activités des secteurs agricole et industriel. Dans le long terme, elle favorise l'accumulation de capital, particulièrement dans les services et l'industrie, et permet une baisse substantielle de la pauvreté. Cependant, une décomposition des variations de la pauvreté montre que les inégalités s'accroissent, et les urbains et les non-pauvres sont les plus grands bénéficiaires de la libéralisation.

* CIRPEE (Université Laval),
** CRES

EDUCATION

* Les inégalités dans l'accès à l'éducation au Sénégal (2005)

Par : Cissé Fatou, Daffé Gaye et Diagne Abdoulaye

Cette étude a bénéficié de la subvention de MIMAP/Sénégal

L'offre éducative disponible à un moment dans un pays est une

donnée importante dans l'évaluation de sa capacité à doter ses populations de services éducatifs suffisants. Mais la répartition des services éducatifs entre les différents groupes de la population est tout aussi cruciale pour réduire les inégalités, améliorer le capital humain des pauvres. L'objet de ce papier était de vérifier si, au Sénégal, les dépenses publiques en matière d'éducation et leur affectation entre les différents niveaux d'enseignement permettent d'en faire bénéficier les enfants issus des ménages les plus défavorisés. La méthode *Benefit Incidence* a été appliquée aux statistiques scolaires du Ministère de l'Education et aux données des enquêtes ménages. Les résultats ont montré que si, dans l'enseignement primaire, on tend vers une certaine équité, les disparités sont très fortes entre les groupes de ménages, entre garçons et filles, et persistent pour les niveaux plus élevés.

* Une modélisation des déterminants des décisions de scolarisation primaire des ménages au Sénégal (2005)

Cet article a été publié par Pr Abdoulaye Diagne dans la Revue africaine de développement dans son vol. 17 N° 2 de septembre 2006.

L'auteur procède ici à la description et à la modélisation de la demande d'éducation primaire au Sénégal. Les choix des ménages relatifs à la scolarisation de leurs enfants (scolarisation ou non de l'enfant, type d'école retenu pour cette scolarisation, poursuite ou non à son terme de sa scolarité par l'enfant), sont décrits et expliqués simultanément dans le cadre d'un modèle probit séquentiel. Les simulations effectuées avec ce modèle montrent entre autres résultats, la discrimination subie (en termes de probabilité d'être scolarisé et de terminer cette scolarité) par les enfants ruraux par rapport aux enfants des zones urbaines, quel que soit leur sexe, et celle subie par les filles par rapport aux garçons, quelle que soit leur zone de résidence.

Les déterminants des apprentissages dans l'éducation primaire au Sénégal (2006)

Par Abdoulaye Diagne avec Ismaël Kafando et Moussa H. Ounténi,

Cette étude a bénéficié d'une subvention du programme de recherche SAGA et le CRDI

Elle analyse les facteurs qui déterminent, de façon significative, les acquisitions cognitives des élèves du primaire au Sénégal. La démarche des auteurs a consisté à construire un modèle hiérarchique de croissance à trois niveaux pour tenir compte du fait que, d'une part, les données sont emboîtées, et d'autre part, l'évaluation de chaque élève a été effectuée de la deuxième à la sixième année d'étude.

Les résultats font apparaître une forte variabilité des performances scolaires et l'existence de différences très marquées entre les établissements scolaires. La différence de performance explique, en effet, une part relativement importante de la variance du score moyen dans les deux disciplines (français et maths) sur lesquelles a porté l'évaluation. Les résultats de l'étude indiquent aussi que la politique éducative au Sénégal dispose de nombreux moyens capables de relever sensiblement le niveau des apprentissages. Il s'agit, entre autres moyens de la disponibilité des manuels, de l'abaissement de l'âge d'entrée à l'école, du niveau d'instruction des enseignants, de l'existence d'infrastructures économiques relativement développées dans les communautés, et de l'organisation pédagogique. Les résultats de l'étude révèlent enfin l'effet positif que la politique de lutte contre la pauvreté pourrait avoir sur la qualité de l'éducation à travers le relèvement du niveau de vie des ménages.

CRES
CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BULLETIN D'INFORMATION

Rue de Kaolack x Rue F
Tour de l'Œuf - Point E
En face de la Piscine Olympique - Dakar
Tél. (221) 864 77 57
Fax. (221) 864 77 58
C.P : 12023 - BP 7988, Dakar-Médina
E-mail : cres@ucad.sn / cres_ucad@yahoo.fr
Site web : www.cres-ucad.org

Directeur de Publication
Pr Abdoulaye DIAGNE

Rédacteur en chef
Boubacar DIAO

Assistant de rédaction
Michel FAYE

Consultant-Conseiller à la rédaction
Mamadou Mika LOM (Journaliste)

Secrétariat
Mame Sokhna THIAW

Maquette et Montage
Amara DIAO

© CRES 2007

Publié avec l'appui de
African Economic Research Center (AERC)

Impacts de la suppression des subventions aux pêcheries des pays du nord sur la pauvreté et les inégalités au Sénégal : une analyse en équilibre général calculable microsimulé

Par : Fatou Cissé et François J. Cabral

Cette recherche a bénéficié de la subvention du réseau Global Développement Network (GDN)

La suppression des subventions des pays du Nord est l'une des questions majeures auxquelles se heurtent les négociations engagées dans le cadre de l'Organisation mondial du commerce (OMC). Lorsqu'un pays dépend largement de l'exportation d'un bien, l'élimination des subventions accordées à des produits concurrents relèverait le prix mondial et représenterait une importante plus-value pour ce pays. Si cette hausse est transmise aux petits producteurs, le bien-être des ménages employés dans ce secteur pourrait s'améliorer, et l'incidence de la pauvreté enregistrer un recul. L'objet de cette recherche est d'évaluer l'impact de la suppression des subventions aux pêcheries des pays du Nord sur l'économie sénégalaise et, notamment, sur la pauvreté et la distribution des revenus au Sénégal. Nous développons un modèle d'équilibre général calculable microsimulé prenant en compte l'ensemble des interactions entre les secteurs et entre les agents économiques. Le modèle est utilisé pour simuler les effets macroéconomiques, et ceux sur la pauvreté et les inégalités, de la suppression des subventions aux pêcheries du Nord.

Etude de cas sur la privatisation de l'eau au Sénégal

Par : Diagne Abdoulaye, Anne Briand et François, J. Cabral

Cette recherche a bénéficié de la subvention du projet MIMAP/Sénégal

Une analyse factuelle de la privatisation de l'eau au Sénégal est nécessaire pour dégager des enseignements précis en matière d'investissement réalisés, d'extension du réseau, de raccordements domiciliaires, de tarification et d'accès des pauvres au service, et pour déterminer l'impact de la privatisation de la Société Sénégalaise des Eaux (SDE) sur deux principaux acteurs : l'Etat (les finances publiques) et les ménages à bas revenu (ménages pauvres). L'objectif principal de la recherche est une meilleure compréhension des comportements des ménages pauvres urbains en matière d'accès à l'eau et des effets probables de diverses interventions publiques visant à améliorer cet accès. A partir de données collectées auprès de 300 ménages de la région de Dakar, le consentement à payer de ces ménages est estimé, ainsi que diverses fonctions de demande d'eau potable. Les résultats attendus de la recherche sont : i) une bonne connaissance du circuit de distribution de l'eau dans les banlieues de Dakar, ii) une identification des différents acteurs redistributeurs, iii) une évaluation de la marge entre le prix officiel de l'eau au mètre cube et le prix réellement payé par les pauvres, iv) la détermination du prix du m^3 d'eau potable que les pauvres sont prêts à payer, v) les impacts de différentes mesures visant à améliorer l'accès des ménages pauvres à l'eau potable.

Technologies de l'information et de la communication, croissance économique et pauvreté au Sénégal

Nouveau programme de recherche regroupant une douzaine de chercheurs économistes, sociologues et spécialistes des technologies de l'information et de la communication

Les stratégies de lutte contre la pauvreté au Sénégal intègrent les technologies de l'information et de la communication (TIC) comme un puissant levier capable de développement économique et social. Mais, certaines recherches ne confortent pas l'idée selon laquelle les TIC sont capables de jouer un tel rôle. Par ailleurs, même si l'option sénégalaise sur les TIC était fondée, se pose toujours la question de savoir si la croissance induite serait pro-pauvre. En effet, la plupart des travaux qui ont insisté sur la capacité des TIC à contribuer fortement à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement, ont plus mis l'accent sur leur impact macro-économique que sur leurs conséquences microéconomiques et microsociales.

Etant donné ses options prioritaires en matière de télécommunications et de TIC dans son développement économique et social, le Sénégal devrait avoir la confirmation que l'investissement dans les TIC constitue effectivement une stratégie efficace de réduction de la pauvreté, comparativement à des stratégies alternatives. Une recherche est donc nécessaire pour mettre à disposition des décideurs une masse critique de connaissances sur la contribution des TIC à l'accélération de la création de richesse et au recul de la pauvreté. Elle pourrait être également une importante contribution aux recherches sur le rôle que les TIC peuvent jouer dans le processus de croissance, et la réduction de la pauvreté dans les pays en développement, particulièrement en Afrique.

Le présent programme de recherche se fixe donc pour objectif général d'évaluer la contribution spécifique des nouvelles technologies numériques à l'amélioration durable du bien-être des populations sénégalaises.
L'analyse est structurée autour des axes de recherche suivants: (1) Identification des canaux d'impact des TIC sur la croissance, la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion/inclusion sociale ; (2) TIC , micro-finance et accès des ménages pauvres au crédit ; (3) TIC, pauvreté chronique et pauvreté transitoire : contribution des TIC à la sortie de la pauvreté ; (4) TIC, productivité, emplois et création de petites et micros entreprises; ((5) Analyse quantitative des effets TIC sur les conditions de vie des ménages; (6) Analyse qualitative des effets sociaux des TIC.
Les travaux de recherche s'appuieront sur des données inédites collectées à travers des enquêtes de panel, la quasi-expérimentation.

Le tabagisme

Nouveau programme de recherche multidisciplinaire regroupant 16 chercheurs économistes, juristes, sociologues et médecins.

L'ampleur de l'usage du tabac au Sénégal interpelle à la fois les autorités politiques et administratives, les populations, la société civile et les partenaires au développement. C'est un phénomène multidimensionnel qui constitue un frein aux efforts de développement du pays. Il touche de plus en plus de jeunes et de femmes, et son impact économique est à la fois énorme et mal connu. Les pauvres sont particulièrement touchés par le phénomène du tabagisme. Les effets, sur le plan sanitaire, deviennent alarmants, avec l'accroissement des maladies et des décès qui lui sont imputables. Les pertes de jours de travail en résultant constituent un coût économique exorbitant à la fois pour les familles et pour l'Etat. L'objet de la recherche est, d'une part d'approfondir les connaissances sur le tabagisme au Sénégal, d'autre part, d'élaborer des outils d'intervention pour les décideurs et les autres acteurs de la lutte contre le tabagisme.

Actualités du CRES

Atelier sur le tabagisme

Les 19 et 20 janvier 2006 à Dakar, s'est tenu un atelier sur le tabagisme, organisé par le CRES, le Laboratoire d'analyses sur les politiques publiques (LAPP) de la Faculté de sciences Economiques et de gestion et le Centre de recherche, d'étude et de documentation sur les institutions et les législations africaines (CREDILA) de la faculté de Sciences Juridiques et Politiques de l'UCAD, en vue de l'élaboration d'un programme de recherche sur le tabagisme au Sénégal. La recherche tente de cerner les aspects économiques, juridiques, sanitaires et politiques de la lutte contre le tabac, de recenser les actes législatifs et les mesures de contrôle et de coercition, de saisir l'impact de la publicité, et d'évaluer les coûts tangibles de l'usage du tabac. L'atelier a bénéficié d'un appui financier du CRDI.

Atelier sur les indicateurs de qualité dans l'éducation non formelle

Du 20 au 21 février 2006, un atelier sur les indicateurs de qualité dans l'éducation non formelle a été organisé par la Direction de l'Alphabétisation et des langues nationales avec l'appui scientifique du CRES, sous l'égide du ministère de l'Education.

Il s'agissait de :

- définir un profil de sortie de l'apprenant et les activités (disciplines) autour desquelles se développent les compétences enseignées sur la base de critères et indicateurs bien définis ;
- déterminer un seuil de réussite par rapport aux compétences enseignées et, pour les principales catégories d'éducation non formelle (alphabétisation, éducation non formelle, éducation dans les daara), une liste d'indicateurs de la qualité des enseignements dispensés ;
- proposer un dispositif institutionnel de mesure des différents indicateurs retenus, ainsi qu'une périodicité pour l'application des différentes composantes du dispositif d'évaluation de la qualité.

Séminaire de partage, pour décideurs africains sur les résultats de la recherche économique en Afrique

Les 6,7, 8 mars 2006, l'African Economic Research Consortium (AERC) a organisé, en collaboration avec le CRES, un séminaire de partage, pour décideurs africains sur les résultats de la recherche économique en Afrique. Les chercheurs ont exposé aux décideurs africains les résultats de leurs travaux sur les stratégies de croissance accélérée, l'amélioration de la gouvernance et les défis d'une intégration réussie dans l'économie mondiale.

Initiées depuis Janvier 2006 par le Consortium pour la Recherche Économique et Sociale (CRES) et le réseau de Politique Économique et Pauvreté (PEP), les Rencontres de la Recherche Economique (RRE) visent à produire le maximum de synergie entre décideurs, autres acteurs du développement et chercheurs, afin de contribuer à l'amélioration de la pertinence des politiques publiques. Cadre d'échanges, elles organisent un dialogue autour des résultats de la recherche entre décideurs, membres de la société civile et chercheurs. Plus précisément, leur but est de contribuer, par les résultats des travaux de recherche, à l'adoption de politiques économiques et sociales de qualité susceptibles d'impulser une croissance forte et durable, ainsi qu'une plus grande équité dans la redistribution des fruits de cette croissance.

Thèmes des communications présentées pendant l'année 2006

Education

* Les déterminants des apprentissages dans l'éducation primaire au Sénégal, par Abdoulaye Diagne, avec Ismaël Kafando et Moussa H. Ounténi.

* Les déterminants de la scolarisation dans l'enseignement primaire au Sénégal, par Gaye Daffe et Fodiyé Doucouré

* Pourquoi les enfants quittent-ils l'école ? Un modèle hiérarchique multinomial des abandons dans l'éducation primaire au Sénégal » par Abdoulaye Diagne, avec Ismaël Kafando et Moussa H. Ounténi

* Les déterminants de la transition du primaire au secondaire au Sénégal, par Gaye Daffé, Fodiyé B. Doucouré, Amen Doveodo et Malick Sané

* Impact des déterminants de la scolarisation primaire sur la qualité de l'enseignement au Sénégal par Khassem Cissé, IDEP.

Base de données sur les conditions de vie des ménages

* Bases de données « le Requêteur », par la Direction de la Prévision et de la Statistique

* Bases de données : «Life Data Base» et le « Requêteur» par la Direction de la Prévision et de la Statistique

Politiques macroéconomiques

* Convergence réelle dans les pays de UEMOA : une analyse en termes d'économétrie de panels par Frédéric Carluer, MCF à l'Université de Grenoble II, PEPSE et Latif Dramani, Doctorant à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

* Ménages, défaillances de marché, et options d'appartenance aux organisations de producteurs au Sénégal par Mouhamadou Lamine Dial, FASEG.

* Suppression de la surtaxe, secteur du riz et migration dans la vallée du fleuve Sénégal : une approche en équilibre général calculable par François Joseph Cabral, Consortium pour la recherche économique et sociale (CRES).

* Dépenses publiques, fiscalité indirecte et équité au Sénégal par Philémon Kaboré et Gérald B. Zongo, ENEA

Consultez les publications du CRES dans notre site web : www.cres-ucad.org

DOSSIER

Migration et développement de l'entreprenariat des migrants sénégalais d'Italie - Avril 2006

Rapport de recherche réalisé par :

Fatou Cissé, Mamadou Dansokho, Abdoulaye Diagne
Avec la collaboration de Ibrahima Barry

Cette étude a bénéficié d'un financement de l'ONG italienne COOPI

Introduction

Les transferts des migrants constituent une source importante de l'épargne nationale. En 2002, ils ont correspondu à 5 % du PIB, et 70 % des transferts reçus par le Sénégal. Les transferts visent, en priorité, à pallier la faiblesse des ressources de la famille élargie, notamment, pour faire face aux dépenses exceptionnelles (dont celles de santé), et à contribuer au financement des infrastructures et aménagements de base sur le territoire d'origine (comme par exemple l'accès à l'eau potable et l'électrification). Mais, les apports de la migration internationale ne se limitent pas seulement, pour le pays d'origine, aux transferts de revenus dont il bénéficie. Le migrant peut acquérir une qualification sur son lieu de travail ou dans des structures formelles de formation dans le pays d'accueil. Le travail, salarié ou autonome, est une grande source d'expérience professionnelle. Le migrant tisse un réseau de relations avec des personnes, des institutions ou d'autres migrants dans le pays d'accueil. Son savoir-être peut changer positivement au contact d'autres cultures. Le migrant se constitue ainsi à la fois un capital financier, un capital humain et un capital social. La création d'entreprise lui offre la meilleure opportunité de valoriser ces différentes formes de capital. L'étude de l'entreprenariat des migrants est donc l'un des angles les plus appropriés pour apprécier l'impact de la migration internationale sur le développement du pays d'origine.

Si, en 1985, l'Italie n'enregistrait encore qu'une faible présence d'immigrés sénégalais, elle est devenue, quinze années plus tard, la quatrième destination de la migration sénégalaise. En 1999, on estimait à 39 000 le nombre de sénégalais vivant en Italie sur un total de 700 000 émigrés sénégalais, selon les estimations du Ministère des affaires étrangères et des sénégalais de l'extérieur. La croissance rapide de la migration sénégalaise en Italie a pour effet une forte expansion des relations commerciales entre les deux pays, l'Italie, devenant, après la France, le deuxième partenaire commercial du Sénégal. Un autre effet, moins visible, est l'impact que cette migration a pu avoir sur le développement du Sénégal à travers la création d'entreprises par des migrants de retour dans leur pays. C'est cet effet que veut saisir la présente recherche qui a pour cadre l'évaluation des opportunités de développement offertes par les liens économiques entre l'Italie et le Sénégal, et l'analyse du rôle des migrants dans la constitution ou le renforcement de ces liens. La principale source d'inspiration des analyses qui figurent dans cette étude est une recherche de terrain fondée sur des entretiens réalisés auprès de 19 entreprises localisées dans la région de Dakar et dirigées par des migrants sénégalais de retour de l'Italie. Dans les développements qui suivent, nous présentons les principaux résultats qui ressortent de ce travail.

Création d'entreprises et choix des domaines d'activités

Les données de l'enquête font apparaître que la plupart des entreprises sont de création relativement récente (entre 2000 et 2005). Le temps de création est relativement acceptable (moins de 12 mois). Les domaines d'activités privilégiés sont le commerce et les services. Viennent après la menuiserie, l'agriculture et la métallurgie. Les secteurs du transport, du textile et de la musique sont les moins explorés. Les résultats de l'enquête montrent donc une forte concentration des entreprises dans les secteurs où les barrières d'entrée n'existent pratiquement pas et où le minimum technologique et scientifique requis est faible.

Le choix des activités est dicté par l'expérience acquise dans le domaine, par la formation reçue en Italie, qui leur a permis d'acquérir des connaissances en matière de gestion des affaires, une expérience professionnelle et des informations sur des secteurs où ils pouvaient investir au Sénégal. Enfin, l'expérience acquise par d'autres migrants est aussi une autre raison évoquée pour le choix des secteurs d'activité. A cela s'ajoutent bien sûr la rentabilité anticipée du secteur et la facilité d'accès.

Financement des entreprises des migrants

Les transferts issus de l'immigration sont la composante principale du capital de démarrage de l'entreprise. La deuxième source de financement est l'épargne de

la famille, l'apport des associés, le financement extérieur étant la troisième source. Il convient de noter la faible contribution des prêts bancaires. Bien qu'elle soit encore modeste, la contribution du financement reçu suite à une initiative de retour au pays est intéressante à noter.

Gestion des entreprises des migrants

Dans l'ensemble, les entreprises des migrants font peu appel à des associés. Le faible niveau d'éducation pourrait être un frein au fait de s'associer avec d'autres. Les tendances indiquent que ce sont les migrants ayant un niveau élevé d'éducation (secondaire et supérieur) qui font appel à des associés. Les migrants gèrent eux-mêmes la quasi-totalité des entreprises qu'ils ont créées. Très peu d'entre eux ont recours à la délégation du management. Les membres de la famille sont les plus fréquemment sollicités pour assurer la gestion des entreprises. La délégation de la gestion est faite principalement sur la base de critères de lien de parenté avec l'entrepreneur, le niveau d'éducation, la moralité du délégataire de la gestion venant loin après.

Contraintes rencontrées par les entrepreneurs migrants

Les entrepreneurs migrants sont confrontés aux mêmes difficultés dont se plaignent les autres entrepreneurs. Les contraintes, les plus fréquemment citées, sont le manque de moyens financiers, les lourdeurs administratives, les charges familiales. Les interviews font ressortir aussi que la majorité des entreprises n'ont pas accès au financement des structures formelles telles les banques. Parmi les facteurs expliquant le non accès au financement, figurent, à égalité, les conditions de prêt et le manque d'information. Sont mentionnés aussi, l'absence de structures capables d'appuyer les petites et moyennes entreprises et le manque de contact. Relativement à la pérennité de l'activité, les raisons pour lesquelles des entreprises ont dû cesser leurs activités pendant un moment, tiennent aux difficultés d'écoulement des produits, et d'approvisionnement, aux tracasseries administratives et à l'inexpérience dans l'activité.

Besoins des entrepreneurs migrants

Lorsqu'ils sont interrogés sur leurs besoins, trois types de demandes ressortent nettement. En premier lieu, les entrepreneurs migrants expriment un grand besoin de formation. En majorité, ils sont informés que les formations qu'ils acquièrent à l'étranger existent au Sénégal et comptent les suivre. Parmi les contraintes relatives à la formation, figurent les coûts, l'insuffisance de technicité et le manque de structures spécialisées.

En deuxième lieu, les entrepreneurs migrants souhaitent nouer des relations de partenariat. Ils comprennent bien que des initiatives de soutien à l'exportation, des relations avec des acteurs italiens, la consultance et l'assistance financière fournies par des associations de migrants leur permettraient de disposer des ressources essentielles au développement de leurs entreprises. Dans la typologie des collaborations souhaitées, aucune forme particulière n'est cependant privilégiée.

En troisième lieu, les entrepreneurs migrants veulent développer leurs activités par de nouveaux investissements. Pour ce faire, ils misent sur la collaboration avec de nouveaux associés, notamment des migrants de retour au pays.

Perspectives

Les principales difficultés rencontrées par les entrepreneurs migrants que l'étude a identifiées sont : l'absence de structures capables d'aider les petites et moyennes entreprises ; l'accès difficile au financement (exigence de garantie, taux d'intérêt élevé) ; le manque de structures spécialisées de cette formation, les coûts élevés de la formation et l'insuffisance de technicité.

* Pour lever ces contraintes, les migrants entrepreneurs qui veulent créer des entreprises devraient bénéficier d'un accompagnement de leurs projets d'investissements durant toutes les phases de pré-investissement, d'investissement, et les premières années de fonctionnement : identification des opportunités d'investissements, conception, formulation, aide au montage, mise en œuvre, assistance technique et aide à la décision.

* Un domaine où les migrants entrepreneurs ont besoin d'un soutien est l'assouplissement des conditions d'accès au crédit. Il s'agit notamment de la simplification des procédures et de la mise en place d'organismes ou de lignes de crédit capital-risque pour financer la création et le développement de la petite et moyenne entreprise.

* Un autre domaine important de soutien est la formation des entrepreneurs migrants en matière de création et de gestion d'entreprise. La démarche générale à suivre devrait consister en l'étude des conditions de financement des formations à mettre en place, l'identification au Sénégal et en Italie des instituts de formation capables d'élaborer et d'exécuter des programmes de formation adaptés aux besoins des entrepreneurs migrants, et l'organisation de formations à la carte.

* Enfin, un effort important devra être consacré au développement des échanges entre des entrepreneurs migrants sénégalais porteurs de projets et les entrepreneurs italiens. Pour cela, il est nécessaire de développer l'information sur les migrants sénégalais en menant des enquêtes qui fourniront les informations dont ont besoin les partenaires italiens potentiels.

Débat autour de la question de l'immigration

L'immigration est considérée (à tort ou à raison ?) par bon nombre de sénégalais - notamment les jeunes - comme la seule solution au problème de chômage et de la pauvreté. Il n'est pas étonnant alors que des millions de nos compatriotes soient actuellement à l'étranger.
Pour sûr, ces derniers transfèrent officiellement quelques 300 milliards de nos francs par an.
D'autres sources avancent même des transferts de l'ordre de 600 milliards chaque année. Des fonds destinés à la construction de logements, à la rénovation des mosquées mais surtout à l'entretien des familles. Aujourd'hui, certains des migrants s'essaient à l'entreprenariat. Un hic cependant, ils sont confrontés à des problèmes d'expériences.

Papa Nalla Fall, du patronnat

« Nous avons une immigration de survie »

L'épargne issue de la migration et la question du devenir du tissu économique national

Il ne faut pas se faire trop d'illusion. L'épargne issue de l'immigration constitue juste une soupape de sécurité sociale. Elle permet au moins à des gens qui sont dans le besoin de survivre. Cette épargne est le plus souvent destinée à l'entretien des familles des migrants, et à la dépense quotidienne des foyers, si elle n'est pas orientée vers la construction ou la rénovation de logement familial et/ou des mosquées. Il s'agit en fait d'un investissement social qui contribue à la survie de nos populations qui sont dans le besoin.

Dès lors, à mon sens, nos immigrés n'ont pas encore réussi à sortir leurs villages des situations désastreuses dans lesquelles ils les ont laissés en quittant le pays. Je ne nie pas que leur contribution ait de la valeur, mais elle sert plutôt à éviter que les gens meurent de faim. La preuve c'est que jamais leur investissement n'a été colossal. Au Sénégal, on est encore loin de l'immigration de type indien, où l'immigré, en quittant son pays, jouit d'un assez bon niveau intellectuel qu'il développe à l'étranger dans l'objectif d'élever son niveau technique et technologique qu'il valorisera une fois de retour.
Au Sénégal, la forme d'immigration que nous connaissons, par contre est plutôt celle qui favorise l'émergence des opérations de transfert de petites sommes d'argent dont les principaux bénéficiaires, outre les familles, est cette nouvelle génération de banques spécialisées dans le transfert rapide de fonds - comme Western Union - qui y trouvent leur compte. En revanche, je pense très sincèrement, que si on arrivait à investir de manière productive l'argent dépensé par les émigrés pour l'achat de visas et de billets de transport pour l'immigration, on aurait pu créer quelque chose de beaucoup plus profitable pour le pays. C'est mon sentiment.

L'entrepreneur migrant et les handicaps préjudiciables à l'épanouissement de ses affaires

Il est bien évident également que si les immigrés avaient une certaine expertise dans la gestion, ils n'auraient certainement pas quitté leur pays. S'ils arrivent aussi à acquérir une certaine expérience technique et technologique dans leur pays d'accueil, ceux qui y ont contribué ne les laisseront jamais revenir au risque de perdre leur investissement. Nos compatriotes immigrés en Europe ou ailleurs en Amérique ne sont pas comme les indiens ou les chinois qui partent de leurs pays avec un petit bagage qu'ils cherchent à améliorer à l'étranger pour mieux servir le développement de leurs pays. C'est vous dire que l'immigré sénégalais ne peut, à son retour que faire un investissement familial. L'entreprenariat ne les réussit pas très souvent ou, en tout cas, très rarement.

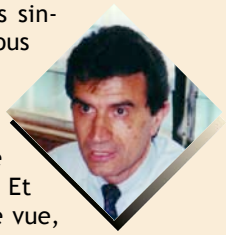
La discrimination positive et la promotion de l'entreprise des migrants ?

Discrimination positive en faveur des immigrés désireux de créer des entreprises oui, mais il ne faudrait pas aussi qu'ils reviennent toujours avec l'idée de chercher à bénéficier du peu de ressources qui étaient destinées à ceux qui ont accepté de rester au pays. Je veux dire que je suis entièrement d'avis qu'ils doivent bénéficier d'une discrimination positive si seulement ils ont des projets bien ficelés, un bagage technique et technologique à proposer.

Fayçal Charara du Conseil national du patronat

« L'immigration peut être un facteur de développement »

L'immigration et le développement de l'économie nationale ?



Je dois dire très sincèrement que nous avons une sensibilité très particulière pour ce sujet de l'immigration. Et de mon point de vue, l'immigration peut bien être un facteur de développement pour le pays. J'estime cependant que ce facteur est très mal mis en valeur, parce que très mal connu. La preuve, jusque-là, personne ne peut vous dire avec exactitude, combien de nos compatriotes sont disséminés à travers les pays africains, en

Europe et en Amérique. Or, on retrouve des sénégalais dans tous les coins du globe. Combien sont-ils exactement ? Les uns vous diront, en guise de réponse, qu'ils sont un million et d'autres avanceront le chiffre de deux millions. Vous imaginez ce que ces chiffres – auxquels d'ailleurs je n'accorde aucune valeur parce qu'ils ne découlent pas d'une enquête rigoureuse – peuvent bien représenter ? Ce dont je suis en tous cas sûr c'est que de tels effectifs constituent une force de travail inimaginable pour le pays. Cette diaspora devrait nous servir de levier de développement. C'est une chance que d'avoir autant de compatriotes qui, bon an mal an, rapatrient le fruit de leur travail. Je pense qu'il est temps d'utiliser ces ressources humaines pour imposer le label sénégalais hors de nos frontières. Il faut penser à s'inspirer des chinois et des juifs, dont la diaspora a réussi à profiter de leur présence massive à l'étranger pour vendre l'image de leurs pays d'origine à travers leurs produits commerciaux et leur savoir-faire.

Certes, l'immigré sénégalais débarque le plus souvent à l'étranger, sans aucune connaissance technique et technologique, contrairement aux chinois ou aux juifs. En revanche, il a ses produits commerciaux typiquement sénégalais à valoriser. Ce que personne d'autre ne peut et ne doit savoir faire à sa place mieux que lui.

Je pense qu'on aurait mieux tiré profit du phénomène si l'Etat s'était sérieusement investi pour faire des recherches permettant de mieux connaître le nombre de nos compatriotes qui sont hors du territoire national, dans les pays où ils résident et ce qu'ils font.

L'impact de l'immigration sur l'économie du pays

A mon sens, très sincèrement, je pense que l'impact de l'immigration sur le tissu économique est très positif. J'en juge par les importants transferts d'argent opérés annuellement par les sénégalais de la diaspora à travers les circuits officiels qui sont estimés à 300 milliards de nos francs. D'ailleurs, si on prend en compte d'autres circuits non officiels, on peut multiplier ce chiffre par deux pour atteindre l'ordre de 600 milliards de francs de transferts par an. C'est ce qui permet d'investir dans l'immobilier, secteur qui connaît un boom extraordinaire, et dans l'entretien des familles. J'estime que cet apport financier est indiscutable. Il permet, ce que les gens semblent oublier souvent, de maîtriser les conflits sociaux et faire du Sénégal un havre de paix. C'est extrêmement important. Ce qu'il y a lieu de se demander, en revanche, c'est comment amener tout ce monde à investir le secteur productif pour être utile à un plus grand nombre de sénégalais. Ces masses d'immigrés constituent une formidable opportunité pour le pays. Aujourd'hui, il y a un grand débat autour du phénomène. Les uns et les autres se posent des questions sur comment le maîtriser, comment le rendre acceptable par les pays d'accueil, et y répondent en recourant très souvent à des formules très politiques. Moi, je ne crois pas à tout ce débat politique mené autour du sujet. En vérité, tant qu'on n'arrivera pas à trouver des moyens de fixer tous ces jeunes, ils continueront de partir, parfois au risque de leur vie. Nous devons nous inspirer du phénomène des *boat people* vietnamiens qui s'est terminé par la création des conditions de fixation des fils du pays. Nous avons également l'exemple tunisien à côté. Dans ce pays, même s'il y a une immigration, elle n'est pas outrancière. Ayons donc le courage de mettre le doigt sur la plaie pour mieux la soigner. Tout le reste n'est que simple spéculation.

Pr Abdoulaye Diagne, directeur du Consortium pour la Recherche Economique et Sociale

« La réussite d'un entrepreneur migrant dépend de son expertise »

L'espérance de vie d'une entreprise créée par les immigrés

Nous avons montré que le choix de la branche d'activité et l'expérience acquise, à travers la formation continuée ou le niveau d'instruction du concerné, contribue pour beaucoup à la réussite de l'entreprise créée par un migrant.

Par exemple, ceux qui ont le niveau de l'enseignement moyen ont beaucoup plus de chance d'acquérir un capital important pour faire face au défi et aux contraintes liées au développement de l'entreprise. Nous devons cependant reconnaître qu'on peut bien créer une entreprise viable sans aller à l'école. Mais cette réussite dépend également de la dimension de l'entreprise en question, car plus l'entreprise est petite, moins elle a besoin d'une expertise pour la contrôler. Mais au delà d'une certaine échelle, un analphabète, parce qu'il ne peut maîtriser certaines techniques de gestion, ne peut plus tout seul continuer à développer son entreprise.

Je pense que l'Etat a un important rôle à jouer pour sensibiliser les nombreux immigrés sénégalais à prendre conscience de l'importance de l'acquisition de l'expertise avant de se lancer dans l'entreprenariat ou, en tout cas, pour fructifier leur capital.

L'immigration et le développement de l'entreprenariat

Certes, l'immigration peut bien contribuer au développement de l'entreprenariat mais il y a un certain nombre de préalables à satisfaire. Il s'agit entre autres d'apporter des réponses aux besoins relatifs à la formation, au désir de participer à des initiatives de soutien à l'exportation, à entretenir des liens avec des acteurs des pays d'accueil et/ou d'origine pour accéder à des formes de consultations et d'assistance financières promues par des associations de migrants. Il faudra également apporter des réponses :

- au manque de moyens financiers, en particulier, la faiblesse de la capacité d'autofinancement ;
- aux lourdeurs administratives ;
- et à l'étroitesse du marché interne